

Etats-Unis : Les dernières mesures de Pompeo compliquent les plans de Biden pour son gouvernement



Washington, 18 janvier (RHC) Les dernières sanctions appliquées par le secrétaire d'État nord-américain Mike Pompeo compliquent les plans de politique étrangère de l'administration du président élu, Joe Biden, a signalé le journal The Washington Post.

Le quotidien souligne que parmi les obstacles dressés figure la réinclusion de Cuba sur la liste des États qui, selon Washington, parrainent le terrorisme, décision rejetée par les autorités de l'île, par des dizaines d'organisations internationales, par des gouvernements et par un groupe de sénateurs démocrates, dont

Patrick Leahy, du Vermont.

Pompeo a également annoncé la désignation des rebelles houthis du Yémen comme terroristes, la levée des restrictions sur les contacts entre hauts fonctionnaires nord-américains et leurs homologues taiwanais, une disposition qui affectera les liens déjà dégradés avec la Chine.

De même, il y a la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental longtemps contestée, l'approbation rapide des ventes d'armes controversées et une série de nouvelles sanctions contre l'Iran.

L'administration Trump a désigné le mouvement houthi du Yémen comme organisation terroriste étrangère le 10 janvier, une mesure qui entrera en vigueur le 19 janvier.

Tous ces changements peuvent être annulés, mais chacun d'entre eux complique les défis auxquels Biden sera confronté pour frapper de son propre sceau la politique nord-américaine, ajoute l'article du Washington Post, signé par Karen Deyoung, l'une des principales expertes du rotatif en matière de sécurité nationale.

Les conseillers de Biden sont pour la plupart d'accord sur le fait que la majorité, sinon la totalité, de ces mesures ont des motivations politiques internes.

Nous prenons note de ces manœuvres de dernière minute, a déclaré un conseiller de Biden. Chacune d'entre elles est en cours d'examen, et la nouvelle administration rendra un verdict basé exclusivement sur un critère : l'intérêt national'.

Le conseiller de Trump, Jared Kushner, a récemment pris des décisions sur des questions telles que le Maroc et la vente d'armes aux Émirats Arabes unis et à l'Arabie Saoudite dans le cadre de la récompense accordée aux pays arabes qui ont accepté de normaliser leurs relations avec Israël.

Une grande partie du reste des mesures, y compris les actions contre Cuba et le Taiwan, sont exclusivement le fait de Pompeo, a relevé Jared Kushner.

Il est vrai que le président Trump et beaucoup de ses principaux conseillers semblent avoir laissé passer à un second plan les affaires de l'État, et qu'ils ont largement disparu de la vue publique, mais « un coin de l'administration est devenu très actif », car Pompeo a annoncé presque tous les jours d'importantes actions en matière de politique étrangère'.

Bien que Biden soit resté silencieux, des membres du Congrès se sont prononcés contre certaines de ces actions.

Les sénateurs démocrates nord-américains Amy Klobuchar et Tina Smith (Minnesota), Patrick Leahy (du Vermont), Ron Wyden et Jeff Merkley (de l'Oregon), Chris Van Hollen (du Maryland), Jack Reed (de Rhode Island), Sherrod Brown (de l'Ohio) et Martin Heinrich (du Nouveau Mexique) ont récemment exprimé leur opposition à l'inscription de Cuba sur la liste des pays parrainant le terrorisme.

Ces membres de la Chambre haute ont adressé une lettre à Pompeo, dans laquelle ils se sont déclarés préoccupés par le fait que le processus de désignation de l'île des Caraïbes en tant qu'État parrainant le terrorisme se fasse sans consultation formelle et sans révision par le Congrès.

Source Prensa Latina)



Radio Habana Cuba